



INFO LIBERTÉ

BULLETIN D'INFORMATION DE RÉSEAU LIBERTÉ

Vendredi, 21 décembre 2007, Vol. 2 No.1

Réseau Liberté relance *Info Liberté*

À la veille de la nouvelle année qui arrive, Réseau Liberté est fier de relancer son bulletin d'information. *Info Liberté* permettra à notre organisation de transmettre, à nos collaborateurs, partenaires et bailleurs de fonds, des informations au sujet de nos projets et activités.

À chaque mois, vous pourrez suivre le déroulement de nos travaux par les textes et témoignages de notre équipe qui travaille à faire du journalisme un métier qui contribue au développement démocratique de différents pays à travers le monde.

Nous profitons de cette première édition pour faire une rétrospective de ce que Réseau Liberté a réalisé au cours de l'année 2007, de l'Irak à Haïti en passant par la Guinée Bissau.

Émélie Rivard-Boudreau,
Stagiaire Réseau Liberté

Joyeuses fêtes et bonne année 2008!

Toute l'équipe de Réseau Liberté profite du lancement de sa nouvelle publication mensuelle pour souhaiter à tous ses collaborateurs et partenaires une heureuse période des fêtes et une année 2008 remplie d'amour, de bonheur et de succès!

Ce sera, une fois de plus, un immense plaisir de travailler avec vous tous dans l'année à venir.

L'équipe de Réseau Liberté

Rédaction d'Info Liberté

Réal Barnabé
Marie Lachance
Émélie Rivard-Boudreau
André Lachance
Paul Breton
Sahbi Nabliá

Ce mois-ci dans *Info Liberté*...

*Dix journalistes bissau-guinéens participent à une formation de journalisme d'enquête –
page 2*

*Les bateys, une préoccupation internationale –
page 2*

*Les jeunes, espoir du journalisme haïtien –
page 3*

*La form-action; de la théorie à la pratique –
page 4*

*Journalistes haïtiennes; difficultés méconnues –
page 4*

*Les journalistes irakiennes s'arment de connaissances et luttent pour la liberté de la presse –
page 4*

*Réseau Liberté en 2007, c'est aussi... -
page 5*

Dix journalistes bissau-guinéens participent à une formation sur le journalisme d'enquête

Par Paul Breton

Dans le cadre du International Peace and Prosperity Project (IPPP) mené par le Canadian International Institute of Applied Negotiation (CIIAN), Réseau Liberté a organisé un séminaire de formation aux techniques de journalisme d'enquête à l'intention de dix journalistes bissau-guinéens. Cette formation s'est déroulée du 13 au 17 novembre dernier à l'Instituto Nacional de Estudos e Perquisa à Bissau, sous la direction de Paul Breton.

Le syndicat des journalistes bissau-guinéens, Sindicato de Jornalistas e Técnicos da Comunicação Social, SINJOTECS, a pris en charge l'organisation matérielle sur place, avec le concours de Sabou de Almeida, traducteur. Après l'ouverture officielle en présence du secrétaire général de la centrale syndicale CGSI-GB, les dix participants sélectionnés par le SINJOTECS et deux responsables du syndicat ont participé à diverses activités tout au long de la semaine. Les participants, après avoir étudié différents cas d'enquête journalistique, se sont divisés en trois groupes.



Ceux-ci ont sélectionné des sujets d'enquête dont ils ont amorcé la recherche sur le terrain. Le point sur ce travail a été fait le dernier jour du séminaire, révélant des résultats probants que les participants ont manifesté la volonté de compléter et de diffuser dans leurs médias respectifs.

Les participants au séminaire, qui provenaient de la presse écrite ainsi que de médias électroniques publics et privés, ont reçu un certificat de participation au séminaire. Plusieurs outils de travail, tant électroniques que sur papier, furent remis aux participants : agenda, cartables, clés USB, etc.

Les participants et le SINJOTECS ont manifesté le souhait de pouvoir organiser de telles activités de formation dans un proche avenir. La couverture des élections à venir en 2008, ainsi que différentes techniques journalistiques, ressortent en tant qu'avenues à développer.

Paul Breton est directeur des programmes internationaux, Réseau Liberté

Les bateys; une préoccupation internationale

Par Marie Lachance

En septembre dernier, parallèlement au Festival international du film haïtien de Montréal, Réseau Liberté et la Fondation Fabienne Colas ont mis sur pied un colloque international sur le thème des *bateys*, ces campements de misère où vivent les coupeurs de canne à sucre haïtiens et leur famille en République Dominicaine. Intitulé *Sang, sucre et sueur*, cet événement a été financé par Droit et Démocratie et s'est tenu le 19 septembre 2007 à Radio-Canada. Afin de susciter des débats et de faire connaître la réalité des *bateys*, les Montréalais ont aussi été conviés à visiter l'exposition *Esclaves au paradis* de la photographe Céline Anaya Gauthier à la Galerie Mosaikart.

Coordonné et animé par Mme Nancy Roc, le colloque a su réunir non seulement des défenseurs des droits humains, mais aussi des membres des communautés dominicaine et haïtienne, ce qui a grandement enrichi les débats. L'esprit de l'évènement n'était pas de dénoncer la situation dans les *bateys*, mais bien de dégager des pistes d'actions communes à tous les intervenants qui se préoccupent de la situation des *braceros*, ces coupeurs de canne à sucre haïtiens en République Dominicaine.

Des panélistes de plusieurs pays ont présenté des témoignages, recherches et documents sur le sujet. Il serait difficile de ne pas mentionner l'intervention du père Pierre Louis (Pedro) Ruquoy, curé engagé d'une paroisse de 15 bateys pendant plus de 20 ans, ainsi que celle de Mme Lianne André responsable haïtienne du *Groupe d'appui aux réfugiés et rapatriés* (GARR) qui, de par son objectivité, a su démontrer que la misère des coupeurs de canne n'est pas imputable qu'au gouvernements dominicain, mais aussi à l'extrême pauvreté qui sévit en Haïti. Suite au colloque, une table ronde a regroupé les panélistes afin d'élaborer une déclaration conjointe, qui identifie les grandes voies à emprunter pour mettre fin aux conditions sordides des *braceros*.

Marie Lachance est chargée de projets chez Réseau Liberté

Les jeunes, espoir du journalisme haïtien

Par André Lachance

Il faut être mal pris, ou singulièrement amoureux du métier, pour songer à devenir journaliste en Haïti. C'est pourtant le lot de quelques centaines de jeunes hommes et de jeunes femmes qui, dans tout le pays mais particulièrement à Port-au-Prince, tentent de rendre compte des multiples – et souvent désespérantes – réalités d'une société qui n'en finit pas d'être la proie de ses vieux démons.

Payés 3 500 gourdes par mois – environ 100 dollars – ou dans le meilleur des cas 5 000 gourdes (moins de 150\$), les jeunes journalistes viennent en bonne partie de la faculté des Sciences humaines de l'Université d'État d'Haïti, où ils n'ont reçu que de vagues cours théoriques. Intelligents et curieux de tout, ils n'ont cependant pas toujours les moyens de leur ambition, notamment ceux qui choisissent de travailler dans la presse écrite, web ou papier. Car comme toute la société haïtienne, ils vivent pour l'essentiel en créole, ce qui les handicape fortement lorsqu'ils doivent écrire en français, comme c'est le cas au *Le Nouvelliste* et au *Le Matin* – les deux seuls quotidiens du pays – ou dans des sites web, tels *Alterpresse*, *HaïtiPress Network*, *Kiskeya* ou *Radio Métropole*. Pas étonnant que leurs textes, dont la syntaxe s'apparente plus à celle du créole qu'au français, soient truffés de tournures et d'expressions vieillottes ou nébuleuses qui en rendent la lecture difficile, voire parfois incompréhensible.

Dans ce monde sans livres qu'est Haïti, leur méconnaissance du français écrit n'étonne guère. Mais ce n'est pas leur seul problème, loin s'en faut. Il leur faut en effet une bonne dose de courage pour traiter de certains sujets sensibles comme la corruption et les gangs armés, quand on sait ce qui est arrivé à des collègues comme Jean Dominique, Jacques Roche ou Brignol Lindor. D'autant plus qu'ils ne peuvent, dans les faits, compter sur l'aide de leur employeur en cas de problème. " *L'an dernier, j'ai été blessé dans un quartier chaud, raconte un journaliste d'un quotidien. J'ai passé*

quatre jours à l'hôpital et la direction ne m'a versé aucune compensation, rien."

Résultat, certains jeunes journalistes succombent à la tentation de pratiquer un "journalisme de conférences de presse", préférant répondre aux convocations – souvent payantes – des ONG et institutions étatiques plutôt que de creuser des histoires originales mais potentiellement risquées. L'immense majorité des nouvelles diffusées ne présente ainsi que la version des personnes qui ont convié les journalistes à la conférence de presse, sans qu'on entende un autre son de cloche.

Rarement les journalistes font-ils l'effort d'interviewer quelqu'un mis en cause dans une nouvelle ou simplement capable d'expliquer sans parti pris les tenants et aboutissants d'une problématique.

Il leur faut en plus une bonne dose de courage pour traiter de certains sujets sensibles comme la corruption et les gangs armés, quand on sait ce qui est arrivé à des collègues comme Jean Dominique, Jacques Roche ou Brignol Lindor.

À leur décharge, il faut dire que, au quotidien, leurs conditions de travail sont difficiles, voire misérables. Plusieurs ont faim. Dans certains hôtels luxueux, les journalistes qui font le pied de grue comparent les mérites des divers buffets gratuits qui accompagnent parfois colloques ou conférences de presse. Beaucoup ne mangent que deux ou même une fois par jour et profitent de l'occasion pour se bourrer la panse : " *À la Villa créole, les buffets sont bien plus gros qu'au Kinam II, dit un journaliste payé une pitance, en lorgnant la table garnie de petits pains, de jambon et de fromage. Mais tu ne peux en prendre qu'une fois... Au Montana, tu peux en prendre 10 fois sans qu'on ne te dise rien !"*

Sans assurance-maladie ou assurance salaire, sans même de salaire parfois, comme cela est courant parmi la quarantaine de stations privées de radio de l'aire métropolitaine qui incitent leurs "journalistes" à se dédommager à même les "enveloppes" versées par les ONG internationales, ils doivent néanmoins être disponibles sept jours sur sept.

voir espoir à la page 4...

La form-action; de la théorie à la pratique

Par Marie Lachance

La Chambre de Commerce et d'Industrie Haïtiano-Canadienne (CCIHC) et Réseau Liberté ont mis sur pied cette année une série d'ateliers visant à renforcer la formation des travailleurs de la presse en journalisme économique. La form-action, approche préconisée dans ce projet financé par le Programme de Renforcement Intégré du Milieu des Affaires en Haïti (P.R.I.M.A.), a permis de faire le lien entre des séminaires théoriques et des activités pratiques.

En septembre dernier, un séminaire de 5 jours s'est tenu à l'Hôtel Kaliko Beach Club sur la Côte des Arcadins. Plus d'une quinzaine de journalistes haïtiens y ont participé. Plusieurs aspects de l'économie haïtienne et mondiale y ont été abordés (finances publiques, environnement économique d'Haïti, aide internationale, stratégies de développement économique, chiffres dans le travail journalistique, traitement de l'information économique, déontologie journalistique...). Les participants ont donc appris non seulement à jongler avec ces concepts clés, mais aussi à composer des reportages à saveur économique. Ce séminaire a été animé par Messieurs Kesner Pharel, Éric Van Duyse, Jacquelin Télémaque et Réal Barnabé.

Suite à ce séminaire, les participants se sont engagés à produire deux reportages économiques afin de mettre en pratique leurs connaissances nouvellement acquises. De retour en Belgique, Éric Van Duyse a continué à appuyer les participants à distance. Après plus d'un mois d'échange de courriels, il est retourné en Haïti afin d'effectuer des rencontres personnalisées qui ont permis de conseiller et d'offrir de nouvelles pistes à exploiter aux participants.

Finalement, les participants ont été de nouveau invités à se rendre sur la Côte des Arcadins au mois de décembre. Pendant 2 jours, ils ont présenté leur reportage traitant de sujets économiques variés et en ont discuté avec leurs collègues. Les journalistes qui ont réussi la form-action sont repartis avec bourses et certificats. Félicitations à Rodrigue Lalanne et à Josué Adonis qui, par la qualité de leurs reportages et par leur sérieux, se sont mérités les meilleures bourses!

Marie Lachance est chargée de projets chez Réseau Liberté



André Lachance, avec Éric Solon, de Radio Ginen

ESPOIR, SUITE DE LA PAGE 3

À leur décharge, il faut dire que, au quotidien, leurs conditions de travail sont difficiles, voire misérables. Ils doivent être disponibles sept jours sur sept et éprouvent de grandes difficultés – la plupart n'ont évidemment pas d'auto – à se véhiculer, à Port-au-Prince et encore plus en province. Le fait que les journalistes voyagent rarement à l'extérieur du pays ne contribue pas à élargir leur vision du monde, qui se cantonne pour l'essentiel à Haïti. Il leur est en effet pratiquement impossible d'obtenir un visa, à moins d'être invité par une organisation internationale.

Malgré le manque de connaissances générales et de formation, malgré l'insécurité générale et les salaires que les journalistes qualifient avec humour de "caca hareng" (très petit), plusieurs ont plus que jamais foi dans leur métier. Je songe notamment à ce jeune journaliste habitant Cité L'éternel, un bidonville de la Perle ternie des Antilles, qui, chaque jeudi, consacre 110 précieuses gourdes à l'achat du magazine *Jeune Afrique* afin "d'apprendre à mieux écrire pour rendre compte de ce que nous vivons en Haïti". Ce sont des jeunes journalistes comme celui-là qu'il faut aider. Ce que fait justement Réseau Liberté.

André Lachance a été « coach » en Haïti pour Réseau Liberté dans le cadre du projet Médias et développement démocratique en Haïti, financé par l'ACDI.

RÉSEAU LIBERTÉ ET ÉGALITÉ DES SEXES DANS LE MONDE DU JOURNALISME**Journalistes haïtiennes; difficultés méconnues**

Par Marie Lachance

En novembre dernier, dans le cadre du projet financé par l'ACDI *Médias et développement démocratique en Haïti*, Réseau Liberté a mené une étude auprès des journalistes haïtiennes sur leurs besoins spécifiques. Sous le thème « femmes et médias », l'enquête s'est intéressée à deux aspects particuliers : les conditions de travail des journalistes haïtiennes et l'image des femmes véhiculée par les médias haïtiens. Journalistes, animatrices, réalisatrices, secrétaires de rédaction et représentantes d'organisations défendant les droits humains ont été interviewées. Mme Lassègue, Ministre à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes, a aussi gentiment accepté de répondre à nos questions et de nous faire part de ses suggestions.

Force est de constater que l'image des femmes dans les médias reflète la place accordée à la femme dans la société haïtienne en général. Évidemment, Réseau Liberté ne peut régler seul la question de l'égalité des sexes en Haïti, mais recommande la sensibilisation des journalistes, des patrons de presse et des agences de publicité sur cette question.

Quant aux conditions de travail, la principale revendication des femmes journalistes est celle de tous journalistes haïtiens : une meilleure rémunération. Si la majeure partie des femmes interrogées se sent généralement bien acceptée par leurs collègues masculins, plusieurs ont dénoncé le

peu de crédibilité qu'elles ont sur le terrain. Ainsi, il n'est pas rare qu'une femme journaliste se fasse répondre par un homme qu'elle interview : « Est-ce que ton mari sait que tu es ici? ». D'ailleurs, il est très mal vu pour une femme journaliste d'aller faire un reportage à l'extérieur de la ville, surtout accompagnée d'un homme photographe! Et on ne parle même pas de coucher en province pour couvrir un événement sur plus d'une journée... En outre, le fait d'exercer le métier de journaliste rend les femmes beaucoup plus vulnérables à la violence. Les fréquents retards des heures de tombée poussent les femmes à travailler jusqu'à très tard le soir, parfois même après minuit. Incapables de se payer une voiture, elles n'ont d'autre choix que d'emprunter les transports en commun, où elles sont souvent les seules femmes. À plus d'une reprise, les personnes interrogées ont précisé que se faire rançonner n'était rien comparé à la peur de se faire violer et de contracter le VIH. L'étude de Réseau Liberté recense au moins 2 viols perpétrés contre des femmes journalistes dans des autobus. Dans les deux cas, aucun passager n'est intervenu.

Plus que la faible rémunération, les conditions de travail difficiles et la violence, les journalistes haïtiennes craignent le célibat et la perspective de ne pas avoir d'enfants. Femmes de tête, exemples de détermination et d'émancipation, elles peinent à trouver un petit ami, voire un mari, dans cette société où la femme est encore trop souvent considérée comme l'unique *poteau mitan* du foyer.

Les journalistes irakiennes s'arment de connaissances et luttent pour la liberté de la presse

Par Sahbi Nablia

En décembre 2006, Réseau Liberté et Alternatives organisaient un atelier sur le journalisme en ligne. En mars 2007, à l'occasion de la journée mondiale de la Femme, la dernière activité du projet « renforcement des capacités de la société civile en Irak », financé par l'ACDI, a été consacrée au journalisme féminin. Au mois de mai 2007, à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de presse, Réseau Liberté a lancé officiellement le magazine électronique irakien sur le journalisme et la déontologie « journal-iraq.com ».

Un mois après, Sahar Al-Haydary, une journaliste irakienne qui a participé à une de nos activités, a été assassinée par un groupe extrémiste. Une journée nationale de blog en Irak a donc été organisée afin de dénoncer la violence contre les journalistes en Irak et pour insister sur leur rôle dans la reconstruction du pays. Le 12 juin, des dizaines de journalistes ont participé à l'événement. Sahar Al-Haydary a été choisie la journaliste de l'année par l'Arab-US Association for Communication Educator durant son congrès annuel qui a eu lieu à Dubai

voir irakiennes page 6...

Réseau Liberté en 2007, c'est aussi...**Fin janvier**

Colloque sur la notion de service public en radio-télévision à l'intention des cadres du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Radio-Télévision Nationale d'Haïti (RTNH) en collaboration avec Radio-Canada.

Début mai

Séjour d'étude à Radio-Canada du Directeur général de la Télévision Nationale d'Haïti, Monsieur Pradel Henriquez.

Mai et juin

Consultation de la société civile dans les dix départements du pays sur le service public en radio et télévision en Haïti en collaboration avec le Ministère de la Culture et de la Communication.

Juin

Colloque à Port-au-Prince sur la vie associative dans le secteur des médias.

17 au 30 juillet

Mission de démarrage du projet « La responsabilité sociale des médias : appui au Conseil Camerounais des Médias », projet conjoint RL/Alternatives financé par l'ACDI.

21 septembre

Participation à une rencontre entre les étudiants à la maîtrise en journalisme de l'Université Laval et un groupe de journalistes haïtiens.

10 au 30 septembre

Mission de consultation et de formation : « les Parlementaires, les électeurs et les médias en République de Guinée », du 10 au 30 septembre 2007, en collaboration avec la Commission des finances de l'Assemblée nationale de la République de Guinée et l'appui financier de la Banque Mondiale.

Début octobre

Animation d'un colloque dans le cadre de la venue d'une Mission commerciale haïtienne au Canada sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie Haïtiano-Canadienne.

27 octobre

Relance des activités de l'Association des Journalistes Haïtiens (AJH) avec l'appui de Réseau Liberté.

Décembre

Publication du *MANUEL DE TERMES ÉCONOMIQUES A L'USAGE DES JOURNALISTES EN HAÏTI*, par Bonny Jean-Baptiste, dans le cadre du programme PRIMA de la Communauté Européenne.

IRAKIENNES SUITE DE LA PAGE 5

En préparation de la deuxième phase du projet et dans l'esprit d'assurer la continuité dans la formation et l'apprentissage, Réseau Liberté a instauré une politique de rédaction périodique afin d'initier les journalistes irakiens aux principes du partage du pouvoir et de permettre aux femmes d'accéder aux postes de décisions. Avec la collaboration de journalistes irakiennes et irakiens, une charte de rédaction périodique qui régleme les tâches et les rôles de chaque membre de la rédaction a été rédigée. Les efforts ont porté fruit et la première femme rédactrice en chef ayant tous les pouvoirs décisionnels est entrain de finaliser le numéro de janvier 2008 du magazine électronique « journal-iraq.com ».

Souignons que, la proposition de la deuxième phase du projet 2008-2010 a été déposée conjointement avec Alternatives auprès de l'ACDI. Réseau Liberté a prévu trois ateliers pour discuter de la question d'égalité entre les sexes avec une trentaine de journalistes irakiennes.

Sahbi Nablia est collaborateur pour Réseau Liberté

Pour en savoir davantage sur...**Le « coaching »...**

La revue "Les Cahiers du journalisme" a publié, dans son édition de l'été 2007, un article sur le « coaching » cosigné par Réal Barnabé, directeur-général et fondateur de Réseau Liberté ainsi que Paul Breton, directeur des programmes internationaux chez Réseau Liberté. Le « coaching » est grandement préconisé par Réseau Liberté. Lors de la dernière campagne électorale en Haïti, cette approche a permis un travail d'équipe constructif entre des journalistes canadiens partageant leur expertise avec leurs homologues haïtiens.

L'intégral de cet article se retrouve en ligne, sur le site Internet de Réseau Liberté (www.reseauliberte.com) sous la rubrique « publications ».

Le Colloque international « Sang, sucre et sueur »...

La liste complète des panélistes ainsi que la Déclaration conjointe sont disponibles sur le site Internet de Réseau Liberté (www.reseauliberte.com) sous la rubrique « projets ».